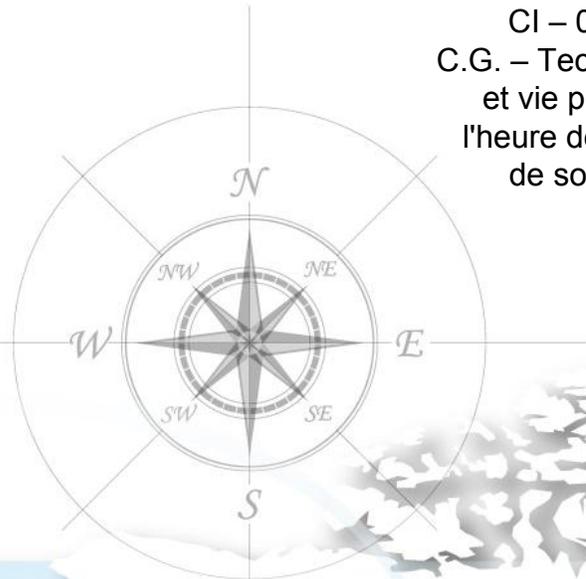




CI – 009M  
C.G. – Technologies  
et vie privée à  
l'heure des choix  
de société



1011000110110011101110001



## Mémoire

Présenté à la Commission des institutions dans le cadre de la consultation  
générale portant sur le rapport de la Commission d'accès à l'information  
« *Technologies et vie privée à l'heure des choix de société* »

Produit par :

Josée Dallaire, M.Sc.

28 mars 2013

Partenaires financiers:

Québec 

• Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
• Ministère du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation





## TABLE DES MATIÈRES

Résumé .....	1
Auteure.....	2
Introduction.....	3
1. Valorisation d'un actif, les données .....	4
2. Technologies et procédés plus accessibles.....	8
3. Données géographiques libres .....	9
4. Recommandations.....	11

## RÉSUMÉ

Quelle que soit la nature d'une organisation, les préoccupations d'efficacité et d'économie de fonctionnement sont toujours présentes. Les gestionnaires ont aujourd'hui à maîtriser des volumes considérables d'informations.

Les données géoréférencées sont une des assises de la valeur économique des données ouvertes en permettant la création d'applicatifs à valeur ajoutée pour le quotidien des citoyens. Le gouvernement ouvert, entre autres par son volet d'ouverture des données publiques, offre une réelle opportunité d'aller plus en profondeur dans l'appropriation des leviers offerts par la géomatique.

En effet, le succès d'une entreprise ou d'un projet repose largement sur le traitement de l'information puisque bien canalisée, elle conduit à des décisions mieux adaptées aux situations.

Au même titre que les nouvelles technologies, la révolution de l'information est partout présente dans les organisations et la vie quotidienne du citoyen. Naviguant déjà sur le Web, ce dernier s'informe, échange sur des questions de sociétés et participe aux débats. Il demande un accès facile et transparent à l'information.

Au cœur de cette réalité, le Centre de géomatique du Québec appui les organismes dans l'utilisation et le développement de la géomatique au Québec.

En raison de son statut d'OBNL et de sa mission de CCTT, le CGQ demande à être intégré dans le réseau qui sera responsable de supporter les organisations, dont les petites municipalités du Québec, dans la mise à profit des données.

Que ce soit pour la réflexion entourant les outils requis, la mise en application de stratégies d'ouverture des données, l'accompagnement des fournisseurs et usagers, le CGQ est prêt à **jouer un rôle actif** et demande au gouvernement de l'appuyer et lui fournir les moyens nécessaires.

## AUTEURE

Depuis 16 ans, Madame Josée Dallaire, travaille activement au développement de la géomatique. Directrice générale du Centre de géomatique du Québec depuis 9 ans et membre du réseau québécois des centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), elle participe à la valorisation de la recherche en géomatique et au transfert des connaissances vers les utilisateurs. Les liens développés avec l'industrie ont permis de créer une synergie autour des technologies géomatiques et de leur utilisation dans divers domaines.

Bachelière en géographie-physique et maître en géomatique de l'Université de Sherbrooke au Québec, Mme Dallaire s'est démarquée dans la réalisation de plans de transport pour le gouvernement provincial. Au cours de sa carrière, elle a développé une expertise pointue dans l'utilisation de systèmes d'information géographique ainsi que dans l'élaboration de stratégies et de mise en œuvre de plans d'action notamment dans le domaine de la géomatique municipale. Mme Dallaire a des compétences reconnues d'appui à l'utilisation et au développement d'outils géomatiques : la gestion de l'information géospatiale, l'analyse situationnelle, le suivi d'implantation de systèmes, l'accompagnement du personnel, le développement de formations adaptées, le développement de projets et la recherche de financement, la conception de matériel didactique et l'évaluation des apprentissages. Elle a enseigné divers logiciels (bureautique et SIG) et introduit la géomatique auprès de gestionnaires municipaux. Récemment, elle s'est vu octroyer une charge de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi (Cartographie et techniques géographiques) dans le programme Géographie et aménagement durable.

### **Josée Dallaire, M.Sc.**

Directrice générale

Centre de géomatique du Québec

534, rue Jacques-Cartier Est

Chicoutimi (Québec) G7H 1Z6

Tél. : 418-698-5995 poste 22

[josedallaire@cgq.qc.ca](mailto:josedallaire@cgq.qc.ca)

[www.cgq.qc.ca](http://www.cgq.qc.ca)

# INTRODUCTION

Depuis plus de trente ans, en vue de favoriser l'innovation technologique et l'appropriation de la science et de la technologie au Québec, le gouvernement initiait la création des centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT). Aujourd'hui, ceux-ci représentent 46 secteurs d'activités à travers les diverses régions du Québec. Ils se distinguent par leur double mission. D'abord, ils permettent l'amélioration de la compétitivité des entreprises et stimulent l'économie par le transfert des technologies. Ensuite, ils ont une mission éducative par leurs liens avec les collèges leur permettant d'être en rapport avec les besoins de l'industrie. Au quotidien, le Réseau Trans-tech et les CCTT travaillent en collaboration avec des entreprises et des organismes afin d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. En 2010-2011, les CCTT ont réalisé 7 400 mandats d'innovation dans plus de 3 400 organisations au Québec.

## Le Centre de géomatique du Québec

En 1997, dans le but de favoriser le développement de la géomatique, le gouvernement accrédite le Centre de géomatique du Québec à titre de centre collégial de transfert de technologie affilié au Cégep de Chicoutimi. Depuis, le CGQ a su s'engager dans la recherche appliquée, l'aide technique, la formation et la diffusion d'information. Par ses activités, il informe sur les différentes composantes de la géomatique et leur utilisation.

Le CGQ entretient des liens étroits avec ses clients et se démarque en proposant une approche intégrée permettant un transfert des connaissances et du savoir-faire tout au long du mandat. Son réseau de partenaires lui confère un appui essentiel concernant les technologies reliées à la géomatique et utilisées dans les différents mandats du Centre.

## La géomatique

Au gouvernement du Québec, la géomatique a fait son apparition principalement dans les secteurs de l'aménagement et de la gestion des ressources naturelles et du territoire. Aujourd'hui, elle touche plusieurs secteurs d'activités et fait partie d'une étape importante de l'informatisation des organisations en venant, entre autres, compléter les outils déjà en place afin de permettre une meilleure gestion des données spatiales.

La géomatique tire son nom de l'« informatique » et des disciplines liées à la « terre ». En fait, c'est un domaine qui fait appel aux sciences de mesure de la terre mettant en relation un réseau plus ou moins complexe de bases de données descriptives et cartographiques. Elle permet d'offrir une information aux organisations afin qu'elles puissent accroître leur productivité et leur compétitivité tout en optimisant le service à la clientèle.

Elle regroupe principalement trois secteurs spécialisés. Le premier est l'acquisition de données mettant en présence différentes technologies et équipements (GPS, imagerie satellitaire, station totale, vidéo numérique géoréférencée, etc.). Le second est le traitement de la donnée pour la rendre intelligente ou interprétable. Ce segment de marché de la géomatique se fait à l'aide d'outils technologiques appelés systèmes d'information géographique (SIG). Le dernier segment est la diffusion de l'information qui intègre les architectures systèmes et les bases de données en plus de faire référence aux technologies de communication et de télécommunication.

# 1. VALORISATION D'UN ACTIF, LES DONNÉES

Avec les outils modernes et accessibles de la géomatique, les municipalités, par exemple, peuvent optimiser les possibilités de développement de leur territoire. Ainsi, les domaines d'applications de la géomatique sont nombreux, en voici quelques-uns :

- Municipalité (plan d'aménagement);
- Transport (planification et gestion des réseaux et des conduites assistées);
- Inventaire et gestion des infrastructures (équipements urbains);
- Protection civile (gestion et prévention des catastrophes);
- Foresterie (gestion des coupes de bois et sylviculture);
- Géologie (prospection).

Dans ce contexte, leur déploiement doit pouvoir compter sur le recours à des outils de connaissance, d'analyse et de gestion de données à références spatiales ainsi que d'aide à la décision au profit des décideurs publics et privés.

Utilisés comme support à la prise de décision, les outils géomatiques sont aujourd'hui des moyens efficaces d'atteindre de nouveaux standards de performance et de productivité.

## Un outil collaboratif pour la sécurité civile (exemple d'application)

En 2009, le CGQ s'est associé au MSP et à différents partenaires régionaux pour mettre en place un nouveau système de diffusion par le Web, le portail GÉORISC<sup>1</sup>, permettant de visualiser l'information stratégique concernant les zones d'inondation de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ce projet possède un caractère novateur en raison de l'intégration des technologies et des données nécessaires aux intervenants pour effectuer leur gestion et leur planification en cas d'inondation<sup>2</sup>. Suscitant l'intérêt du gouvernement et des intervenants d'ailleurs au Québec, le CGQ a ajouté six nouveaux risques au système. Depuis, il a évolué de manière à ce que le MSP soit en mesure d'offrir un service intégré et efficace aux intervenants en sécurité pour protéger la population du Québec.

## La gestion municipale (exemples d'application)

« Compte tenu des responsabilités de plus en plus nombreuses et diversifiées assumées par les organismes municipaux, les élus et les gestionnaires subissent des pressions croissantes liées à une tâche toujours plus lourde et à des ressources limitées pour l'accomplir. Ce contexte oblige les décideurs à trouver des moyens permettant de tirer le maximum de bénéfiques des budgets disponibles et les pousse à repenser l'organisation du travail et à moderniser les approches et les outils de gestion. Sur ce dernier point, l'accès à l'information est une option qui présente de multiples avantages, notamment en regard des responsabilités reliées à la gestion du territoire<sup>3</sup> ».

<sup>1</sup> <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/publications-statistiques-civile/inter-action/inter-action-vol-2-no-2/6714/6720.html>

<sup>2</sup> <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/securite-civile-quebec/activites-evenements/colloque/colloque-2009/1176.html>

<sup>3</sup> [http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement\\_territoire/geomatique/guide\\_geomatique.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/geomatique/guide_geomatique.pdf)

Dans ce contexte, le MAMROT a mis de l'avant plusieurs initiatives pour faciliter l'accès ordonné et convivial à diverses sources de données numériques. Cette approche, dédiée aux organismes municipaux, s'est révélée particulièrement importante puisque les processus d'élaboration, de modification et de gestion des schémas d'aménagement exigent l'échange et le partage d'information sur une base commune entre un grand nombre d'intervenants. En 2008, le CGQ a été invité à participer au processus de réflexion et a mis son expertise à profit pour conseiller le MAMROT dans ce processus.

Depuis 2006, le CGQ pilote une initiative menant à la mise sur pied d'un portail régional d'information géographique (GRIG-02). Ce dernier regroupe l'ensemble des MRC du Saguenay—Lac-Saint-Jean, la compagnie RioTinto Alcan et la Ville de Saguenay. L'intervention a permis d'alimenter les réflexions des décideurs municipaux sur les priorités liées aux activités géomatiques, dont l'analyse de besoins, l'aide à l'intégration de données, l'aide au processus de géomatisation, l'aide à la rédaction d'appels d'offres et la gestion d'achats regroupés.

À cet effet, deux projets régionaux ont montré la pertinence de combiner les efforts. Ils se sont traduits par une économie d'échelle et l'uniformisation de l'information disponible au Saguenay-Lac-Saint-Jean (acquisition de l'orthophotographie aérienne de la région).

De plus, cette initiative a mis en lumière certains avantages :

- Amélioration des services à la clientèle;
- Meilleure communication envers le citoyen;
- Accès rapide aux données;
- Éviter la duplication et les pertes de temps;
- Rapidité et facilité de mise à jour des données;
- Standardisation des données;
- Archivage et recherche d'information aisés;
- Réduction de certains coûts : personnel, consultations professionnelles, technologies;
- Partage des coûts d'acquisition et de développement.

Dans un autre ordre d'idées, le partage de données amène la notion de droits d'auteurs et de protection des renseignements personnels ou de la vie privée. Il importe de lire attentivement les licences d'utilisation afin de comprendre ce qu'il est possible de faire ou de ne pas faire. Cette information est parfois volumineuse et difficile à comprendre. Simplifier cette information devient donc une priorité.

Toujours actif au Québec, le CGQ propose un support stratégique dans le déploiement des technologies, les processus de gestion associés et l'information qui transige par les outils géomatiques.

Son rôle de CCTT fait du CGQ le catalyseur stratégique dans la valorisation du patrimoine informationnel au Québec, qui est actuellement sous-utilisé.

## Une assise au développement

Près de 80 % de l'information disponible dans une municipalité possède un référencement, c'est-à-dire une position sur le territoire. De nature et d'origine diverses, les données ne constituent pas une fin en soi, ce sont leur mise en contexte, les traitements et les analyses qu'on leur fera subir qui procureront des réponses aux questions soulevées<sup>4</sup>. Par exemple, un lot est positionné par son matricule, une borne-fontaine par sa coordonnée GPS et un compte de taxes par l'adresse du propriétaire. Ces informations sont dites « géospatiales » et situent l'utilisateur dans son contexte :

- Pour autoriser l'implantation d'un commerce de détail, la Ville aura besoin de savoir où se situent les zones réservées à cet effet;
- Pour faire évacuer des propriétaires riverains lors d'une pluie importante au printemps, le responsable des mesures d'urgence doit avoir accès aux coordonnées de ces propriétés et connaître la géométrie du terrain à l'étude ainsi que les limites des zones inondables.

L'utilisation de données géospatiales permet en effet de localiser et de gérer l'information, d'interpréter et de prévoir un phénomène en plus de planifier et coordonner des opérations. Les données constituent ainsi l'assise de tous développements :

- Un CPE qui désire s'implanter dans une ville pourra croiser la distribution des ménages concernés avec les CPE existants pour déceler les emplacements non couverts actuellement;
- Une grande ville pourra analyser le temps de réponse du Service des incendies en couplant la position des casernes sur un réseau routier qui possède des limites de vitesse variées sur le territoire regardé;
- Un ingénieur pourra analyser trois options d'emplacement pour un nouveau quartier résidentiel en tenant compte par exemple des voies d'accès disponibles, des services offerts à proximité et de la géométrie du terrain.

Les exemples sont nombreux et la constante demeure l'information. Sans cette dernière, aucune analyse spatiale n'est possible. La géomatique est l'outil de prédilection pour la visualisation et l'analyse des données, offrant un support essentiel aux gestionnaires dans leurs prises de décisions.

## Une facture élevée

« L'informatisation des organismes municipaux a permis d'accroître l'efficacité du travail grâce au stockage de l'information dans des bases de données et à l'utilisation des premières applications en comptabilité et en évaluation foncière. L'arrivée des systèmes de traitements de texte, des chiffriers électroniques et autres utilitaires a par ailleurs rendu plus efficace et moins coûteux l'accomplissement des tâches administratives. L'utilisation plus récente des réseaux de communication comme Internet a permis aux administrations municipales d'enrichir leur rayon d'interaction avec les organismes gouvernementaux et privés, et même d'envisager des services d'information et de transactions électroniques avec les citoyens » (MAMSL, 2004).

<sup>4</sup> [http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement\\_territoire/geomatique/guide\\_geomatique.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/geomatique/guide_geomatique.pdf)

La dernière enquête<sup>5</sup>, datée de 2004, révèle que le Québec a développé un secteur économique centré sur la production et l'utilisation de l'information géographique. En 2004-2005, ce secteur représentait 6 696 emplois et engendrait des activités économiques estimées à 493,2 millions de dollars par année. À lui seul, le gouvernement du Québec a dépensé plus de 50 millions de dollars dans ce secteur tandis qu'un montant de 63 millions était investi par les municipalités.

Malgré tous les avantages liés à l'utilisation des données, un montant élevé est réservé à leur acquisition. En fait, l'acquisition et la structuration des données représentent 80 % des coûts de projets. À ce montant, il faut prévoir une dépense additionnelle pour la mise à jour de cette information sans quoi, après un certain temps, elle n'a plus aucune valeur.

Dans ces circonstances, avoir accès à des données « ouvertes », en format exploitable, devient un enjeu majeur surtout pour les organisations ayant peu de moyens. Le spécialiste se concentre ainsi sur l'analyse des données et la production de produits ou services à valeur ajoutée, contribuant par le fait même à la production de richesse au Québec.

En effet, l'utilisation d'une information existante et disponible permet d'éviter la duplication des efforts monétaires et humains requis pour constituer une base géographique.

## Un retour sur l'investissement

Le Centre européen de Recherche de la commission – JRC en Catalogne a produit une étude en 2008 portant sur les économies engendrées par la mise en place et le maintien d'un Portail de données géospatiales de la Catalogne. Les résultats sont éloquentes : les gains de temps à l'interne (personnel technique, lien avec le public, processus interne, lien avec les entreprises) ont permis une économie dépassant 2,6 millions € par an pour les 100 collectivités locales ainsi que les 15 associations d'utilisateurs dont 12 sont des entreprises privées et 3 sont de gros utilisateurs institutionnels de l'information géographique. L'étude indique aussi que le montant total des investissements nécessaire à la mise en place du Portail et son développement sur une période de quatre ans est récupéré en un peu plus de 6 mois.

Ouvrir les données aux professionnels et au public, impose au départ la production de ces données et un coût associé à ces opérations. Puisqu'elles prennent du temps à construire et à maintenir, ces données ont une valeur élevée, dans la mesure où elles ont une utilité. De plus, la valeur ajoutée produite à partir de ces données devient un actif en soi qui peut être retourné au producteur initial pour l'alimenter dans ses propres activités ou simplement ajouter des données supplémentaires à ce qui est déjà disponible.

---

<sup>5</sup> <http://www.quebecgeographique.gouv.qc.ca/approfondir/bibliotheque/geoinfo/geoinfo-aout-2006.asp>

## 2. TECHNOLOGIES ET PROCÉDÉS PLUS ACCESSIBLES

Lorsqu'il a été inventé, l'ordinateur était une curiosité de laboratoire. Aujourd'hui, près de 76 % des foyers québécois possèdent son propre ordinateur<sup>6</sup>. La manière dont l'informatique a révolutionné l'activité intellectuelle et économique n'a pas d'équivalent dans d'autres domaines. En effet, l'accroissement des performances des ordinateurs permet maintenant de transformer l'information sous forme numérique. Aussi, l'émergence des autoroutes devient le prolongement naturel d'une diffusion large et rapide. Ce progrès, matériel et réseautique, rejoint les maisons, les entreprises, les universités et autres bouleversant radicalement des modes d'éducation et de communication dont les héritiers sont les enfants d'aujourd'hui. La large disponibilité d'ordinateurs à un nombre croissant d'utilisateurs augmentera la créativité qui sera génératrice de nouveaux progrès<sup>7</sup>.

Les fournisseurs d'ordinateurs portables, de tablettes et de téléphones intelligents se bousculent à nos portes pour offrir des moyens de communiquer partout dans le monde. Jeunes et vieux sont appelés à commenter des questions de sociétés, partager des découvertes et essayer diverses applications créant un engouement vers la participation du citoyen.

Dans un même ordre d'idées, la géomatique présente une croissance soutenue, tant au niveau des fournisseurs que des utilisateurs, cette croissance étant nourrie par plusieurs facteurs : accessibilité des données à références spatiales, miniaturisation des composantes, convivialité des applications, maturité de la technologie et augmentation de la performance des équipements. En fait, les produits et services géomatiques deviennent de plus en plus utilisables à grande échelle. Ayant dépassé le stade de la représentation cartographique évoluée, la géomatique est désormais ouverte à des applications diversifiées auprès de l'industrie, des gestionnaires municipaux et de la population.

Évidemment, il est primordial d'informer cette population de l'impact d'une telle ouverture, au même titre que les usagers municipaux apprennent à manipuler les outils géomatiques et analyser l'information qui transige dans les systèmes d'information géographique (SIG).

---

« Il faut noter que la performance de la géomatique en termes de bénéfices ne tient pas seulement au choix judicieux de la technologie et à la compétence du personnel qui en assure les applications. Elle nécessite aussi l'adoption d'un mode d'organisation qui intègre la géomatique dans les processus de gestion des services municipaux et de prise de décision par les élus » (MAMSL, 2004).

---

**Le CGQ, spécialiste dans le transfert d'un savoir et d'un savoir-faire, peut apporter un soutien efficace aux professionnels ayant recours aux données géospatiales. Il peut soutenir les organismes dans l'adoption d'un mode d'organisation qui intègre la géomatique dans les processus de gestion et de prise de décisions.**

---

<sup>6</sup> [http://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/Enquete\\_pratiques\\_culturelles/Chap3\\_equipement\\_audiovisuel.pdf](http://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/Enquete_pratiques_culturelles/Chap3_equipement_audiovisuel.pdf)

<sup>7</sup> Jean-Paul Figer, « Les grandes tendances de l'évolution de l'Informatique 1950-2010 », <http://www.figer.com/publications/evolution.htm>

Enfin, les récents développements technologiques au chapitre des communications, en particulier Internet, favorisent grandement cette diffusion d'information aux partenaires et aux citoyens.

De plus, un des principaux défis de la géomatique consiste à établir des conditions propices à une libre circulation de l'information entre les divers paliers de gouvernement.

---

[...] les citoyens se sentent de plus en plus concernés par tout ce qui touche à l'aménagement et au développement du territoire sur lequel ils évoluent. Ils réclament le droit de participer aux réflexions liées aux activités territoriales. Les autorités responsables des politiques d'aménagement doivent s'expliquer et justifier leurs décisions et leurs actions. (Roche S., 2000).

---

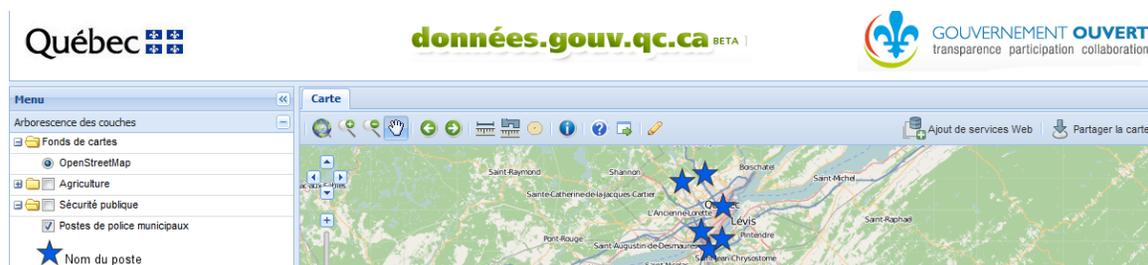
### 3. DONNÉES GÉOGRAPHIQUES LIBRES

La géomatique se démocratise de plus en plus; elle n'est plus l'apanage des experts. Cette démocratisation s'appuie sur les récents développements technologiques, notamment la popularité croissante des logiciels et données libres. Les normes ouvertes et l'interopérabilité des systèmes deviennent pratiques courantes; la diffusion Web des informations géospatiales rend cette tendance encore plus incontournable.

Les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que plusieurs villes importantes au Québec sont déjà engagés dans des projets concernant l'ouverture des données.

Au Canada, le Portail de données ouvertes permet de mettre à la disposition des citoyens, des organisations du secteur privé et des organismes sans but lucratif, dans des formats lisibles par machine, des données qu'ils pourront réutiliser d'une manière novatrice. Il compte maintenant plus de 273 000 ensembles de données fournis par 22 organisations participantes<sup>8</sup>.

Au Québec, le Portail de données ouvertes<sup>9</sup> met à la disposition du citoyen différents types d'information, dont l'agriculture, les infrastructures de transport, l'économie et les limites politiques et administratives. Il propose aussi des applications permettant de combiner l'information et la diffuser de manière personnalisée.



<sup>8</sup> <http://www.ouvert.gc.ca/index-fra.asp>

<sup>9</sup> <http://www.donnees.gouv.qc.ca/?node=/accueil>

Ailleurs dans le monde la réflexion se poursuit et des initiatives émergent. L'état de New York par exemple, a mis sur pied un comité qui propose des recommandations visant à améliorer les lois du gouvernement ouvert<sup>10</sup>. Aussi, il diffuse un catalogue de données publiques qui vise à améliorer l'accessibilité, la transparence et la responsabilisation du gouvernement de la ville. Ce catalogue donne accès à un répertoire d'ensembles de données lisibles par machine, produits au gouvernement<sup>11</sup>.

Pour sa part, la Ville de Rennes en France propose une *Carte OuVerte du Pays de Rennes et de Vitre*<sup>12</sup>. Initiative citoyenne, cette carte interactive répertorie, à l'aide d'icônes thématiques, les initiatives qui permettent de réduire l'empreinte écologique sur le territoire de Rennes Métropole. Elle est une déclinaison de la carte verte qui est née à New York en 1995 et vise à contribuer concrètement à un développement du territoire plus durable<sup>13</sup>.

Par ailleurs dans la francophonie, des citoyens passionnés par la politique et les technologies numériques créent le portail *DémocratieOuverte*<sup>14</sup>, une communauté ouverte aux élus et aux citoyens qui souhaitent collaborer en vue de placer la transparence et la participation des citoyens au cœur des démocraties représentatives.

Pour sa part, le CGQ annonce sa participation à l'initiative afin de soutenir la démarche de mise en valeur et de contribution aux données libres. Il signe un billet en 2012 incitant le lecteur à réfléchir sur la question de l'accès aux données<sup>15</sup>.

Le 19 février dernier, il est panelliste à la séance portant sur l'innovation numérique dans le monde municipal au forum de Webcom, *Le numérique peut-il changer le modèle d'affaires de l'état?*. Des échanges ont lieu sur la mise à profit des données publiques comme moyen envisagé pour rassurer la population et répondre aux demandes de nouveaux services.

Le 23 février, il participe pour la première fois à la conception d'une application citoyenne dans le cadre de la *Journée internationale des données ouvertes*<sup>16</sup>. L'ensemble de données ouvertes des arbres publics sur le territoire de la Ville de Montréal devient le sujet principal d'un outil hébergé sur le portail QuéBio de données sur la biodiversité au Québec, maintenu par le Centre de la science de la biodiversité du Québec. En quelques heures, cinq personnes réussissent à constituer et mettre en ligne l'application (<http://www.quebio.ca/fr/arbresmtl>).

Enfin, le CGQ veut contribuer à mettre en commun les forces vives de la société civile afin de réduire les coûts d'opérations. Pour ce faire, il est impliqué avec *Démocratie Ouverte* et récemment avec le nouvel Institut de gouvernance numérique.

---

<sup>10</sup> <http://www.dos.ny.gov/coog/index.html>

<sup>11</sup> <https://nycopendata.socrata.com/>

<sup>12</sup> <http://rennes.carte-ouverte.org/edit/>

<sup>13</sup> <http://www.a-brest.net/article5584.html>

<sup>14</sup> <http://democratieouverte.org/blog>

<sup>15</sup> <http://www.cgq.qc.ca/>

<sup>16</sup> <http://donnees.ville.montreal.qc.ca/applications-citoyennes-lensemble-de-donnees-sur-les-arbres-publics-suscitent-deux-applications/>.

## 4. RECOMMANDATIONS

### L'ouverture des données : un incontournable

L'information est le meilleur levier pour la créativité et la mise en place de valeurs ajoutées. Les données, de nature et d'origine diverses, ne constituent toutefois pas une fin en soi; ce sont leur mise en contexte et les traitements et analyses qu'on leur fera subir qui procureront des réponses aux questions soulevées. Utilisés comme support à la prise de décision, les outils géomatiques sont aujourd'hui des moyens efficaces d'atteindre de nouveaux standards de performance et de productivité.

Dans ces circonstances, avoir accès à des données « ouvertes », en format exploitable, devient un enjeu majeur surtout pour les organisations ayant peu de moyens. Le spécialiste se concentre ainsi sur l'analyse des données et la production de produits ou services à valeur ajoutée, contribuant par le fait même à la production de richesse au Québec.

Dans ce contexte, il faut penser que :

- Dans une société où l'information prend de plus en plus d'importance, le citoyen recherche une information facile d'accès, selon les besoins qu'ils déterminent;
- Pour l'industrie, l'information est l'assise à tous développements;
- Les organismes doivent adopter les mesures de sécurité adaptées au contexte (humain, technique et organisationnel);
- L'utilisateur doit être sensibilisé pour un consentement libre et éclairé.

Au même titre que le mentionne le gouvernement du Québec, le CGQ considère qu'il importe d'augmenter substantiellement la quantité des informations accessibles et de faciliter leur accès dans le respect des droits de chacun. Les recommandations 12, 13 et 14 pour le passage de la transparence au gouvernement ouvert sont essentielles.

### L'évolution des technologies : l'urgence d'agir

L'évolution rapide des technologies et l'ouverture d'un réseau mondial de communication favorisent le partage et l'échange entre professionnels, mais aussi entre citoyens. Le Centre de géomatique du Québec adhère à la vision du gouvernement du Québec qui affirme qu'il devient de plus en plus pressant, à l'ère du numérique, de mettre en place des mesures de protection tenant compte des défis posés par les technologies de l'information sur la vie privée.

Par ailleurs, la géomatique fait partie d'une étape importante de l'informatisation des organisations en venant, entre autres, compléter les outils déjà en place afin de permettre une meilleure gestion des données spatiales.

Dans ce contexte, il faut penser que :

- Les moyens technologiques vont continuer à se développer et se raffiner;
- Les politiques de confidentialités et autres clauses de consentement doivent être simplifiées;
- Le citoyen revendique désormais de nouvelles façons de participer plus directement à la vie démocratique et d'influencer les orientations politiques.

## Un atout efficace : le Centre de géomatique du Québec

Organisme à but non lucratif, le CGQ se spécialise dans le transfert d'un savoir et d'un savoir-faire au niveau de l'utilisation d'outils géomatique et de la gestion de l'information géospatiale. Il apporte un soutien efficace aux professionnels dans l'adoption d'un mode d'organisation qui intègre la géomatique dans les processus de gestion et de prise de décisions.

Entretien des liens étroits avec ses clients, il se démarque en proposant une approche intégrée et un accompagnement personnalisé tout au long du mandat. Son réseau de partenaires publics et privés lui confère un appui essentiel concernant les technologies reliées à la géomatique et utilisées dans les différents mandats.

Son rôle de CCTT fait du CGQ le **catalyseur stratégique** dans la valorisation du patrimoine informationnel au Québec, actuellement sous-utilisé.

Par conséquent, le Centre de géomatique du Québec confirme son appui au gouvernement du Québec dans l'ouverture des données, et ce, dans un souci de transparence tout en respectant la vie privée. Il désire contribuer à mettre en commun les forces vives de la société civile afin de réduire les coûts d'opérations.

En raison de son statut d'OBNL et de sa mission de CCTT, le CGQ demande à être intégré dans le réseau qui sera responsable de supporter les organisations, dont les petites municipalités du Québec, dans la mise à profit des données.

Que ce soit pour la réflexion entourant les outils requis, la mise en application de stratégies d'ouverture des données, l'accompagnement des fournisseurs et usagers, le CGQ est prêt à **jouer un rôle actif** et demande au gouvernement de l'appuyer et de lui fournir les moyens nécessaires.